

Motion pour un système bancaire socialisé

Aujourd'hui, il y a un consensus sur le fait que quelque chose d'énorme est en marche, quelque chose sans précédent dans le monde bancaire français. Pourtant, des experts et dirigeants bancaires annoncent que le secteur se porte bien. Citons par exemple les propos de Mme Marie-Anne Barbat-Layani (Directrice générale de la Fédération Bancaire Française) du 15 mars 2017 dans la revue *Entreprendre* : « *Le secteur bancaire français est à la fois en bonne situation et surtout il finance bien l'économie* » mais aussi « *Depuis la crise financière, la rentabilité des banques est bonne* » et encore plus fort « *c'est un secteur qui embauche beaucoup et beaucoup de jeunes, il y a eu 39 000 embauches l'année dernière dans le secteur bancaire* ». Face à ce discours marqué de la langue de bois, d'autres, beaucoup d'autres prédisent que la catastrophe annoncée il y a 38 ans – la banque pourrait être la sidérurgie de demain – est aujourd'hui et encore plus demain une réalité.

Tout comme certains imaginent la médecine sans médecins, d'autres rêvent de banques sans employé-es de banque.

Gardons à l'esprit que « la banque » est l'un des principaux employeurs privés. Il représente 2,3 % de l'emploi privé en France avec 370 000 salarié-es.

Malgré les discours patronaux anesthésiants, c'est une autre réalité que nous vivons, nous employé-es de banque. L'arrivée des nouvelles technologies numériques et d'intelligence artificielle, l'intrusion des géants du Web appelés GAFAs ou de nouveaux acteurs dans le monde de la banque vont entraîner de façon brutale et rapide une baisse importante des effectifs. Les plus optimistes parlent de 20 % de suppressions d'emplois, les plus pessimistes ou réalistes annoncent jusqu'à 50 %. Des centaines d'agences ont été fermées et bien d'autres le seront dans un proche avenir.

Pour Solidaires, c'est plus de 10 000 emplois qui ont été supprimés depuis 2008. En février 2017 François Pérol (Président du Groupe BPCE) a annoncé au minimum 400 fermetures d'agences et 4 000 suppressions d'emplois entre 2017 et 2019 !

Les métiers d'accueil vont disparaître ainsi que de nombreux métiers de back office.

Bien évidemment la révolution numérique ne va pas être que profitable pour l'humain. Elle va détruire des emplois en permettant une maximisation des profits sur le dos des travailleurs et travailleuses et au détriment du service traditionnel rendu à la clientèle.

Ce désastre annoncé, organisé et assumé par les patrons fait peu de cas de la dimension humaine et sociale. A la suppression d'emplois s'ajoute la remise en cause des collectifs de travail. De nouvelles organisations sont mises en place dans lesquelles les salarié-es sont isolés, mis en concurrence et affaiblis.

Comme si cela ne suffisait pas, il faut aussi rappeler le cataclysme qui a fait tanguer le monde capitaliste lors de la dernière crise financière de 2007-2008 : les États ont secouru les banques privées avec l'argent des contribuables, ce qui a provoqué une explosion des dettes publiques. Les conséquences des pratiques spéculatives et des malversations des banques auraient dû entraîner la mise en place de mesures radicales afin de prémunir la population contre les effets d'une nouvelle crise. Or il n'en a rien été. En dehors de l'Irlande et de l'Islande qui ont envoyé des banquiers en prison, les banques ont continué leur *business as usual*, comme avant, comme si de rien n'était. Voilà pourquoi le système bancaire est aujourd'hui encore au bord de l'explosion.

Solidaires ne peut pas se satisfaire de dénoncer les désastres imminents. Nous souhaitons interpellier et agir avec nos camarades sudistes des autres banques (Sud-Solidaires BPCE, **Sud** CAM, **Sud** PTT, **Sud** Banques...). Il

est vraiment urgent de travailler à la mise en place d'un système bancaire socialisé sous contrôle de la population.

Pour **Sud-Solidaires** BPCE, lors de la présentation du Plan Stratégique du Groupe BPCE, le 15 décembre 2017 sera un jour de mobilisation et de rassemblement permettant d'exprimer notre révolte et notre refus d'abdiquer. Notre résistance est légitime car nous sommes convaincus que la technologie numérique n'est utilisée que pour supprimer nos emplois au détriment des femmes et des hommes dans les entreprises. Nous ne pouvons être contre les évolutions technologiques – cela n'aurait pas de sens – mais nous sommes contre toute évolution qui dessert l'être humain et sert l'intérêt du seul capital donc de quelqu'un-es.

Plus que jamais, il nous appartient d'écrire une stratégie claire pour donner l'espoir à des milliers, des millions de salarié-es. Organisons-nous dès maintenant à la convergence des luttes.